



GROUPE COLABOR INC.

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

2^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2013

PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 15 JUIN 2013

LE 17 JUILLET 2013

GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

2^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2013

PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 15 JUIN 2013
TABLE DES MATIÈRES

1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS	3
2. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
3. GÉNÉRALITÉS	4
4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	4
5. PRINCIPALES RESSOURCES ET COMPÉTENCES :	
5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
5.2 DIRECTION	7
6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE	
6.1 RÉSULTAT	8
6.2 SITUATION FINANCIÈRE	15
6.3 FLUX DE TRÉSORERIE	16
7. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES	17
8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	18
9. TRANSACTIONS HORS BILAN	18
10. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR	18
11. RISQUES ET INCERTITUDES	19
12. ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES	21
13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	22

Le 17 juillet 2013

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (« GCL », la « Société » ou « Colabor »), anciennement Fonds de revenu Colabor (le « Fonds ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du 2^{ème} trimestre de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2013. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Ces états financiers peuvent être consultés sur www.sedar.com et www.colabor.com.

Un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le 31 décembre. Ainsi les ventes et le résultat de la Société sont proportionnellement moins élevés au premier trimestre et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33% plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice.

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS, par exemple la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIIA), libellé aux états financiers sous «Résultat opérationnel avant les amortissements». Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Dans leur revue des états financiers de Colabor, les investisseurs doivent considérer que les états du résultat comprennent des charges importantes au niveau de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles résultant des acquisitions que Colabor a effectuées au cours des dernières années, des impôts différés et d'une portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débetures. Ces amortissements et transactions hors caisse influent grandement sur le calcul du bénéfice de base et dilué par action. Souvent les investisseurs comparent ce bénéfice de base et dilué par action au montant du dividende. Pour leur analyse plus approfondie de Colabor, les investisseurs devraient analyser les flux de trésorerie par action, calculs montrés à la section 6.1 (Résultats d'exploitation – Résultat par action) de ce rapport de gestion qui démontrent mieux la capacité de la Société à supporter son dividende annuel.

2. Déclarations prospectives

Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion.

3. Généralités

Arrangement corporatif ayant résulté en la création de Groupe Colabor Inc.

Le Fonds était une fiducie à but restreint, à capital variable et non constituée en société, qui avait été établie sous le régime des lois de la province de Québec aux termes d'une déclaration de fiducie datée du 19 mai 2005. Les parts du Fonds étaient transigées à la Bourse de Toronto sous le sigle *CLB.UN*.

Le 8 juillet 2009, le Fonds avait annoncé son intention de se convertir d'une structure de fiducie de revenu en une société par actions (la « Conversion »). Afin de réaliser la Conversion, Colabor avait conclu, à cette date, avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux fins de la réalisation de la Conversion aux termes d'un plan d'arrangement prévu par la loi visant ConjuChem (le « plan d'arrangement ») en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA »). La clôture de la Conversion a eu lieu le 25 août 2009, suite à l'approbation des porteurs de parts du Fonds lors d'une assemblée extraordinaire qui a eu lieu le 19 août 2009.

Informations additionnelles

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le sigle *GCL-T* tandis que ses débetures convertibles le sont sous *GCL.DB.A*.

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant GCL et antérieurement le Fonds sur SEDAR à www.sedar.com et à son site informatif www.colabor.com.

4. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un grossiste et un distributeur de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (cafétérias, restaurants, hôtels, chaînes de restauration) et celui du marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et sous trois divisions: Ontario, Centre du Québec et Est du Québec et Nouveau-Brunswick.

Segment Distribution

Ce segment comprend les activités des opérations suivantes :

1. Summit Foodservice (Summit) (division de l'Ontario)

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Vaughan à plus de 3 000 clients, dont Cara (Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's Neighbourhood Bar and Grill, Montana's Cookhouse et Milestone's Grill and Bar), Country Style, Extendicare, Mr Sub, Wild Wing, à d'autres chaînes de restauration et à des restaurants indépendants ainsi qu'à des comptes institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des

denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits d'hygiène.

Cette division dessert principalement l'Ontario mais assure la distribution au Québec, des produits pour les restaurants Cara.

Cette division, avec environ 700 employés, opère quatre centres de distribution, dont le siège social de London, où sont regroupés les services administratifs.

La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est d'environ 550 000 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga: 127 961 pieds carrés
London: 113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa : 103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Vaughan : 205 000 pieds carrés

2. Colabor division Est du Québec et Nouveau-Brunswick (Colabor)

Colabor division Est du Québec et Nouveau-Brunswick est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de l'est du Québec, du nord du Nouveau-Brunswick et d'une partie de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord. Elle compte environ 650 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses quatre entrepôts stratégiquement situés à Lévis, Saguenay, Rimouski et Edmundston qui totalisent environ 580 000 pieds carrés. Sa clientèle se compose principalement d'exploitants de services alimentaires, des magasins d'alimentation spécialisés, des comptes institutionnels comme des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail rejoignant au total environ 4 000 clients. Grâce à une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes fraîches, des poissons et des fruits de mer frais, des volailles, des fruits et légumes frais ainsi que des produits jetables et d'hygiène, ainsi qu'à ses services de transformation et de préparation de la viande, elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

3. Les Pêcheries Norref Québec Inc. (Norref) (division Centre du Québec)

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec et dans la région d'Ottawa. Elle est reconnue comme le plus important importateur et distributeur de ce genre au Québec.

Elle opère un centre de distribution d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer surgelés, ainsi que des produits de la mer prêts à consommer. Sa clientèle diversifiée se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels, de traiteurs et de poissonniers. Elle emploie environ 200 employés et plus de 50% de son chiffre d'affaires est lié à des contrats à moyen terme.

4. Skor- Division «Libre-service» (division de l'Ontario):

Cette division opère 5 magasins «libre-service» dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 12 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

5. Viandes Lauzon (division Centre du Québec)

Lauzon est un important distributeur des marques de bœuf Cargill comme Angus Pride, Sterling Silver, et effectue la production et la transformation de produits contenant des protéines de grande qualité dans les provinces de Québec et d'Ontario. Ce distributeur très connu et bien établi au Québec est réputé pour ses excellents produits et son personnel expérimenté et compétent offrant un service efficace et souple aux secteurs de la restauration et de l'hôtellerie à partir d'une usine de 68 000 pieds carrés récemment rénovée et ayant reçu une approbation fédérale qui est située à Montréal.

Segment Grossiste :

1. *Centre de distribution de Boucherville (Boucherville)* (division Centre du Québec)

Les ventes du Centre de distribution de Boucherville sont constituées de produits alimentaires, de produits liés à l'alimentation et de produits non alimentaires qu'il achète et fournit à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des commerces de détail ou des services alimentaires et desservant la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Les produits sont vendus, soit directement à partir de son centre de distribution (« ventes d'entrepôt »), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs (« ventes directes »).

Ce centre vend généralement ses produits aux prix listés des manufacturiers et fournisseurs. Par conséquent, il génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Par une majoration du prix coûtant de ses produits de marques privées et par des achats faits préalablement à des augmentations de prix des manufacturiers et fournisseurs et revendus par la suite aux nouveaux prix des manufacturiers. Aucun profit n'est pris sur les ventes directes.

b) majoritairement par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent : i) les ententes conclues avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Il opère un centre de distribution de 371 120 pieds carrés à Boucherville, centre qui pourrait être agrandi jusqu'à 650 000 pieds carrés et emploie environ 125 personnes.

2. *Viandes Décarie (Décarie)* (division Centre du Québec)

Décarie est un grossiste et distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Elle opère un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés situé à Montréal. A titre de grossiste, elle distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs en services alimentaires, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de

Décarie sont certifiées HACCP et détiennent un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

Près de 50% des ventes de la Société sont régies par des contrats à long terme.

5. Principales ressources et compétences

5.1 Conseil d'administration

	<u>Rôle</u>	<u>Occupation</u>
M. Jacques Landreville	Président	Administrateur de sociétés
M. Richard Lord, FCMA	Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	Président et Chef de la Direction de Quincaillerie Richelieu Ltée
M. Robert Panet-Raymond	Président du comité d'audit	Administrateur de sociétés
M. Gilles C. Lachance	Administrateur	Administrateur de sociétés
M. Stéphane Gonthier	Administrateur	Chef de l'exploitation de Dollorama Inc.
Paul Webb	Administrateur	Vice-président exécutif et directeur général de J.B. Cadrin inc.

5.2 Direction

M. Claude Gariépy	Président et Chef de la Direction	Groupe Colabor Inc.
M. Jean-François Nault, CPA, CMA	V.P. et Chef de la Direction financière	Groupe Colabor Inc.
M. Jack Battersby	Président	Division Ontario
M. Marko Potvin	Vice-Président - Achats Corporatifs	Groupe Colabor Inc.
Poste vacant	Vice-président et Directeur général	Division Est du Québec et Nouveau-Brunswick
M. Michel Delisle	Vice-président Technologies de l'information	Groupe Colabor Inc.
Mme Geneviève Brouillette, CPA, CA	Vice-présidente et Directrice générale	Division Centre du Québec
M. Michel Loignon, CPA, CA	Vice-président Développement des Affaires	Groupe Colabor Inc.

6. Analyse de la performance

6.1 Résultat

Le résultat ainsi que sa comparaison avec la période de 2012, doit être lu de concert avec le chapitre *Situation économique actuelle* décrit plus loin et des faits suivants :

- Les ventes de la Société et ses marges de profitabilité, dans certaines de ses divisions, continuent d'être affectées par la situation économique qui prévaut dans l'est du Canada, cette situation apportant une vive compétition entre les intervenants du domaine de la distribution des services alimentaires.
- Le niveau élevé du prix de l'essence, des taxes à la consommation et l'endettement des ménages diminuent les revenus disponibles pour tous les achats de produits non essentiels y compris la restauration (produits discrétionnaires).
- Le 4 mars 2013, la Société a conclu l'acquisition des actifs de T. Lauzon. Les résultats financiers de Lauzon sont inclus dans le résultat de la Société depuis le 4 mars 2013 mais ne le sont pas en 2012 pour fins de comparaison.

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2013-06-15 (84 jours)		2012-06-16 (84 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	345 817	100,00%	354 294	100,00%	(8 477)	-2,39%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	336 089	97,19%	343 643	96,99%	(7 554)	-2,20%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	9 728	2,81%	10 651	3,01%	(923)	-8,67%
Frais non liés aux opérations courantes		0,00%	253	0,07%	(253)	-100,00%
Amortissement des immobilisations corporelles	896	0,26%	944	0,27%	(48)	-5,08%
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 491	1,01%	3 316	0,94%	175	5,28%
	4 387	1,27%	4 513	1,28%	(126)	-2,79%
Résultat opérationnel	5 341	1,54%	6 138	1,73%	(797)	-12,98%
Charges financières	2 146	0,62%	2 266	0,64%	(120)	-5,30%
Résultat avant impôts	3 195	0,92%	3 872	1,09%	(677)	-17,48%
Charges d'impôts						
Exigibles						
Différés	805	0,23%	969	0,27%	(164)	-16,92%
	805	0,23%	969	0,27%	(164)	-16,92%
Résultat	2 390	0,69%	2 903	0,82%	(513)	-17,67%
Flux de trésorerie après impôts par action	0,15 \$		0,33 \$			
Résultat de base et dilué par action	0,09 \$		0,13 \$			

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2013-06-15 (166 jours)		2012-06-16 (168 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	639 397	100,00%	652 227	100,00%	(12 830)	-1,97%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	627 360	98,12%	636 120	97,53%	(8 760)	-1,38%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	12 037	1,88%	16 107	2,47%	(4 070)	-25,27%
Frais non liés aux opérations courantes	247	0,04%	253	0,04%	(6)	-2,37%
Amortissement des immobilisations corporelles	2 115	0,33%	1 948	0,30%	167	8,57%
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 514	1,02%	6 600	1,01%	(86)	-1,30%
	<u>8 876</u>	<u>1,39%</u>	<u>8 801</u>	<u>1,35%</u>	<u>75</u>	<u>0,85%</u>
Résultat opérationnel	3 161	0,49%	7 306	1,12%	(4 145)	-56,73%
Charges financières	4 469	0,70%	4 416	0,68%	53	1,20%
Résultat avant impôts	(1 308)	-0,21%	2 890	0,44%	(4 198)	-145,26%
Charges d'impôts						
Exigibles						
Différés	(340)	-0,05%	723	0,11%	(1 063)	-147,03%
	<u>(340)</u>	<u>-0,05%</u>	<u>723</u>	<u>0,11%</u>	<u>(1 063)</u>	<u>-147,03%</u>
Résultat	(968)	-0,16%	2 167	0,33%	(3 135)	-144,67%
Flux de trésorerie après impôts par action	0,15 \$		0,47 \$			
Résultat de base et dilué par action	(0,04) \$		0,09 \$			

Ventes

Les ventes sont la résultante :

Pour le Segment Distribution, des ventes brutes livrées aux clients provenant des entrepôts de London, Mississauga, Ottawa, Vaughan, Lévis, Saguenay, Rimouski, Edmundston et Montréal (Norref et Lauzon), et les ventes provenant de Skor « Libre-service » desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci.

Pour le Segment Grossiste, l'addition des ventes brutes provenant de l'entrepôt de Boucherville et de ventes directes faites aux distributeurs affiliés, desquelles sont retranchées des remises faites à ceux-ci de l'ordre de 3% de leurs ventes, taux établi contractuellement entre Colabor SC et les distributeurs affiliés et des ventes faites à d'autres clients, desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci et des ventes de Décarie.

Les ventes inter-segments et inter-divisions sont éliminées.

Ventes (non audités, en milliers de dollars)

	2013-06-15 (84 jours)			2012-06-16 (84 jours)									
	Ventes totales	Ventes suite aux acquisitions	Ventes comparables	Ventes totales	Éléments spécifiques	Vente de la division disposée	Ventes comparables	Écart ventes totales		Écart ventes comparables			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%		
Segment Distribution	233 936	10 047	223 889	250 594	(27 936)			(2 319)	220 339	(16 658)	-6,6%	3 550	1,6%
Éliminations	(4 873)	(860)	(4 013)	(635)				(635)		(4 238)	S/O	(3 378)	S/O
	229 063	9 187	219 876	249 959	(27 936)			(2 319)	219 704	(20 896)	-8,4%	172	0,1%
Segment Grossiste	159 694	12 381	147 313	152 932				152 932	6 762	4,4%		(5 619)	-3,7%
Éliminations	(42 940)	(1 296)	(41 644)	(48 597)				(48 597)	5 657	-11,6%		6 953	-14,3%
	116 754	11 085	105 669	104 335				104 335	12 419	11,9%		1 334	1,3%
	345 817	20 272	325 545	354 294	(27 936)			(2 319)	324 039	(8 477)	-2,4%	1 506	0,5%

Ventes (non audités, en milliers de dollars)

	2013-06-15 (166 jours)			2012-06-16 (168 jours)									
	Ventes totales	Ventes suite aux acquisitions	Ventes comparables	Ventes totales	Éléments spécifiques	Ajustement pour deux jours	Vente de la division disposée	Ventes comparables	Écart ventes totales		Écart ventes comparables		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%	
Segment Distribution	442 352	12 962	429 390	465 711	(33 393)	(5 122)	(4 432)	422 764	(23 359)	-5,0%	6 626	1,6%	
Éliminations	(8 398)	(860)	(7 538)	(1 014)		9		(1 005)	(7 384)	S/O		(6 533)	S/O
	433 954	12 102	421 852	464 697	(33 393)	(5 113)	(4 432)	421 759	(30 743)	-6,6%	93	0,0%	
Segment Grossiste	281 358	19 631	261 727	270 030		(2 788)		267 242	11 328	4,2%		(5 515)	-2,1%
Éliminations	(75 915)	(1 296)	(74 619)	(82 500)		807		(81 693)	6 585	-8,0%		7 074	-8,7%
	205 443	18 335	187 108	187 530		(1 981)		185 549	17 913	9,6%		1 559	0,8%
	639 397	30 437	608 960	652 227	(33 393)	(7 094)	(4 432)	607 308	(12 830)	-2,0%		1 652	0,3%

Le chapitre *Situation économique actuelle...*, décrit plus loin dans ce rapport, donne un aperçu de la situation dans laquelle évoluent la Société et ses concurrents.

Ventes provenant des acquisitions

Les ventes provenant des acquisitions, au niveau Segment Distribution résultent de l'acquisition de T. Lauzon Ltée, maintenant connue sous Viandes Lauzon.

Quant à celles attribuées au Segment Grossiste, elles proviennent du fait que Viandes Décarie s'est appropriée une large portion de la clientèle d'une société affiliée à Lauzon suite à la fermeture des opérations de cette dernière par l'embauche de la force de ventes de celle-ci et de l'achat de ses stocks.

Éléments spécifiques

Les éléments spécifiques comprennent la perte d'un contrat important de distribution en Ontario le 1^{er} avril 2013 ainsi que la décision par Colabor de diminuer de façon importantes ses activités de distribution des produits du tabac depuis le début de l'année 2013.

Ajustement des ventes

Étant donné que le semestre de 2013 ne compte que 166 jours comparativement à 168 au cours de l'exercice précédent, les ventes de 2012 ont été réduites de l'équivalent de deux jours pour les rendre comparables à celles de 2013.

Réduction des ventes

Pour refléter des ventes comparables, nous avons réduit les ventes de Skor Division Culinaire qui fut vendue au cours du dernier trimestre de l'exercice 2012.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (ce qui correspond au Bénéfice avant frais financiers, amortissements et charges d'impôts (BAIIA))

Le BAIIA est composé des éléments suivants :

Bénéfice brut

Le bénéfice brut de la Société est composé de l'addition des éléments suivants:

- Pour le Segment Grossiste :
Pour Boucherville : un profit réalisé sur les ventes brutes d'entrepôt seulement, constitué en grande partie par une marge bénéficiaire sur les produits de marques privées et par un profit de détention d'inventaire. Ainsi, aucune marge bénéficiaire sur les ventes directes n'est constatée. Ce n'est qu'au niveau des remises des fournisseurs que des revenus sont attribués à ces ventes.
Pour Décarie : coût d'acquisition des produits majoré d'un pourcentage négocié selon les contrats en vigueur ou en fonction du marché.
- Pour le Segment Distribution : coût d'acquisition des produits majoré d'un pourcentage négocié selon les contrats en vigueur ou en fonction du marché.
- Remises des fournisseurs
Les remises des fournisseurs constituent une partie importante du bénéfice brut de Colabor. Ces remises comprennent : i) les ententes conclues avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Charges opérationnelles

Les principales charges sont composées principalement des salaires et avantages sociaux, des coûts de livraison pour le Segment Distribution ainsi que les frais d'occupation des différents centres de distribution de la Société. Ces charges comprennent une large part de frais fixes qui influencent beaucoup le résultat opérationnel, notamment au premier trimestre de l'exercice financier.

Le BAIIA du deuxième trimestre de 2013, à 9 728 K\$ ou 2,81% des ventes comparé à 10 651 K\$ ou 3,01 % des ventes au trimestre de l'exercice précédent reflète la conjoncture économique difficile dans laquelle évolue la Société.

Les facteurs suivants peuvent expliquer cette diminution du BAIIA

- Une baisse marquée des achats dits *discrétionnaires* par une population de plus en plus endettée suite au coût élevé de l'essence, des taxes à la consommation et autres coûts devant être supportés par les ménages;
- Une concurrence accrue entre les entreprises du secteur de la distribution alimentaire;
- Une température nettement moins clémente qu'à l'exercice précédent pour les 2 trimestres de 2013;
- Des pertes d'emploi importantes en Ontario et au Québec au cours du 1^{er} semestre de 2013.

Mesures annoncées et réalisées par la Société en 2012

Le rapport de gestion du quatrième trimestre de 2012, décrit en détail les mesures annoncées et les réalisations faites en 2012 pour réduire ses coûts. Ces actions ont engendrées des baisses de coûts significatives dans le 1^{er} semestre de 2013. Cependant, la perte d'un contrat d'approvisionnement d'environ 85 M\$ en Ontario à compter d'avril 2013 fera en sorte, au niveau du BAIIA, d'annuler cette amélioration;

Continuité du plan d'action en 2013 afin de réduire les coûts d'exploitation

La Société poursuit son plan d'action en 2013. Voici quelques actions qu'elle a entreprises :

- Lancement d'initiatives afin de stimuler la croissance organique ainsi que des ventes davantage rentables;
- Acquisition de T. Lauzon, le spécialiste des produits du bœuf au Québec dans l'industrie des services alimentaires;
- Transferts des achats de produits de viandes de la division de l'Ontario et de l'est du Québec vers Lauzon;
- Revue des opérations de la division de l'Est du Québec et du Nouveau-Brunswick, y compris l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement entre les entrepôts de cette division;
- Revue des ententes avec les fournisseurs et des coûts d'acquisition des marchandises;
- Poursuite et finalisation du processus d'accréditation fédérale HACCP pour le centre de distribution de Norref. Colabor s'attend à recevoir l'accréditation au cours des prochaines semaines.

À son rapport de gestion du quatrième trimestre, en relation avec les mesures réalisées en 2012, la Société avait évalué que ses frais d'exploitation de l'exercice financier 2013 seraient diminués d'un montant approximatif de 3,5 M\$ et cet objectif est en voie de réalisation.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 6 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du Résultat comprend des éléments qui ne sont pas récurrents avec les opérations courantes de la Société.

Ces frais sont composés de :

- Coûts directs liés à des acquisitions 247 000\$
- Dividendes reçus d'Investissements Colabor Inc. (2 342 000\$)

À la fin de 2012, Investissements Colabor a vendu un actif important et a réalisé un gain important qui a été versé à ses actionnaires sous forme de dividendes. Groupe Colabor détient 18% des actions d'Investissements Colabor.

- Dépréciation de la valeur du Placement en actions dans Investissements Colabor Inc. 2 342 000\$

Étant donné que le placement dans Investissements Colabor est évalué à la juste valeur et qu'Investissements Colabor a versé sous forme de dividendes le gain réalisé sur la vente d'un de ses actifs, la Société a comptabilisé une dépréciation de la valeur équivalente aux dividendes reçus car ceci représente une baisse de valeur permanente de ce placement.

Grand total 247 000\$

Recouvrement d'impôts différés

La charge d'impôt pour le 2^{ième} trimestre provient du résultat avant impôts tandis que Le recouvrement d'impôts différés pour le semestre provient de la perte de 1 308K\$ avant impôts. La Société continue d'utiliser la méthode utilisée depuis sa conversion en corporation en 2009.

Quant au litige l'opposant à l'Agence de Revenu du Canada pour leur utilisation de la loi anti-évitement afin de refuser les pertes fiscales acquises lors de sa conversion, la Société a fait parvenir son argumentation au Comité anti-évitement et est dans l'attente de leur décision.

Résultat par action

Dans leur revue des états financiers de Colabor, les investisseurs doivent considérer que l'état du résultat comprend des dépenses importantes au niveau de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles résultant des acquisitions que Colabor a effectuées au cours des dernières années, des charges d'impôts différés (décrit ci-dessus) et d'une portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débetures inclus dans les charges financières. Ces amortissements et transactions hors caisse influent grandement le calcul

du bénéfice de base et dilué par action. Souvent, les investisseurs comparent le dividende par action au bénéfice de base et dilué par action, ce dernier étant inférieur. *Pour leur analyse plus approfondie de Colabor, les investisseurs devraient aussi analyser les flux de trésorerie de base par action, calculs montrés ci-après.*

Le tableau ci-dessous montre le calcul d'un flux de trésorerie par action et le ratio de dividende sur ce flux pour 2013 comparé aux mêmes périodes de 2012. Il présente aussi le même calcul sur une base de 365 jours. C'est principalement ce dernier calcul qui permet à l'investisseur d'analyser si les flux de trésorerie provenant de l'exploitation courante de la Société sont adéquats et qu'ils peuvent supporter le versement du dividende car il est calculé sur une base d'un exercice complet d'activités, ce qui élimine les variations saisonnières, l'exemple du premier trimestre en est un parfait exemple.

Flux de trésorerie après impôts par action

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2013-06-15 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2013-06-15 (166 jours)	2012-06-16 (168 jours)	2013-06-15 (365 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant recouvrement (retenues) d'impôts et variation nette du fonds de roulement	9 741	10 621	11 816	16 114	30 437
Coûts directs liés à des acquisitions d'entreprises réalisées, non réalisées et éventuelles			247		6 886
Charges financières payées	(2 146)	(2 266)	(4 469)	(4 416)	(10 030)
Portion hors caisse des intérêts effectifs sur la dette à long terme et les débetures inclus dans les charges financières	170	160	337	318	709
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 436)	(901)	(4 068)	(1 127)	(6 099)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(137)	(47)	(137)	(47)	(599)
	<u>4 192</u>	<u>7 567</u>	<u>3 726</u>	<u>10 842</u>	<u>21 304</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	<u>27 062 315</u>	<u>23 075 795</u>	<u>25 578 050</u>	<u>23 068 571</u>	<u>25 495 830</u>
Flux de trésorerie après impôts par action	<u>0,15 \$</u>	<u>0,33 \$</u>	<u>0,15 \$</u>	<u>0,47 \$</u>	<u>0,84 \$</u>
Portion du dividende annuel déclaré correspondant à la période présentée	<u>0,06 \$</u>	<u>0,17 \$</u>	<u>0,24 \$</u>	<u>0,33 \$</u>	<u>0,62 \$</u>
Ratio de dividende sur les flux de trésorerie après impôts par action	<u>36%</u>	<u>51%</u>	<u>162%</u>	<u>71%</u>	<u>74%</u>

Exceptionnellement, des immobilisations corporelles à titre de d'aménagement des locaux de l'ordre de 2,9M\$ ont été acquises afin de rendre conformes aux normes HACCP l'entrepôt de la division Norref. Ceci permettra d'obtenir de nouveaux contrats en plus de sécuriser les contrats de distribution existants.

La comparaison entre les trimestres et la performance des 12 derniers mois montre bien la saisonnalité des opérations de Colabor. Il démontre aussi la capacité de la Société de verser le dividende prévu sur une base annuelle

Résultat par action

(en milliers de dollars, sauf les données par actions)

	2013-06-15 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2013-06-15 (166 jours)	2012-06-16 (168 jours)
	\$	\$	\$	\$
Résultat utilisé pour le résultat consolidé de base et dilué par action	<u>2 390</u>	<u>2 903</u>	<u>(968)</u>	<u>2 167</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour les fins du calcul du résultat de base et dilué par actions	<u>27 062 315</u>	<u>23 075 795</u>	<u>25 578 050</u>	<u>23 068 571</u>
Résultat de base et dilué par action	<u>0,09 \$</u>	<u>0,13 \$</u>	<u>(0,04) \$</u>	<u>0,09 \$</u>

6.2 Situation financière

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars)

	2013-06-15 (non audités)	2012-06-16 (non audités)	2012-12-31
ACTIF	\$	\$	\$
Courant			
Clients et autres débiteurs	119 378	114 170	113 495
Actifs d'impôts recouvrables	2 964	4 431	2 800
Stock	89 481	81 084	85 167
Frais payés d'avance	<u>4 748</u>	<u>4 713</u>	<u>3 143</u>
<i>Actif courant</i>	<u>216 571</u>	<u>204 398</u>	<u>204 605</u>
Non courant			
Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	4 432	10 922	9 932
Instrument financier dérivé	37		
Immobilisations corporelles	18 704	17 464	15 930
Immobilisations incorporelles	137 231	150 374	142 358
Goodwill	<u>115 696</u>	<u>115 065</u>	<u>115 065</u>
<i>Actif non courant</i>	<u>276 100</u>	<u>293 825</u>	<u>283 285</u>
Total de l'actif	<u>492 671</u>	<u>498 223</u>	<u>487 890</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF			
Courant			
Découvert bancaire	11 104	12 170	5 994
Fournisseurs et autres créditeurs	117 890	104 160	134 670
Dividendes à payer			4 161
Remises à payer	13 518	15 326	11 738
Soldes de prix d'achat à payer	13 265	12 877	10 735
Produits différés	<u>198</u>	<u>533</u>	<u>477</u>
<i>Passif courant</i>	<u>155 975</u>	<u>145 066</u>	<u>167 775</u>
Non courant			
Emprunt bancaire	85 358	108 704	88 008
Instrument financier dérivé		461	67
Soldes de prix d'achat à payer		654	404
Dette à long terme	14 697	14 629	14 665
Débiteures convertibles	47 008	46 367	46 703
Obligation au titre de la retraite	1 523	1 514	2 399
Passif d'impôts différés	<u>7 608</u>	<u>8 878</u>	<u>8 412</u>
<i>Passif non courant</i>	<u>156 194</u>	<u>181 207</u>	<u>160 658</u>
Total du passif	<u>312 169</u>	<u>326 273</u>	<u>328 433</u>
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	208 634	179 652	179 652
Déficit	(26 932)	(9 552)	(21 639)
Autres composantes des capitaux propres	<u>(1 200)</u>	<u>1 850</u>	<u>1 444</u>
<i>Total des capitaux propres</i>	<u>180 502</u>	<u>171 950</u>	<u>159 457</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>492 671</u>	<u>498 223</u>	<u>487 890</u>

Les principaux changements au bilan du 15 juin 2013 par rapport à celui du 16 juin 2012 ont trait à la prise en charge des actifs et passifs de Lauzon le 4 mars 2013 et à l'émission d'actions tel que décrite à la note 3 des états financiers.

Au 15 juin 2013, 27 089 321 actions ordinaires étaient émises et en circulation.

6.3 Flux de trésorerie

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	2013-06-15 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2013-06-15 (166 jours)	2012-06-16 (168 jours)
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôts	3 195	3 872	(1 308)	2 890
Radiation d'immobilisations suite à une restructuration interne des opérations		253		253
Amortissement des immobilisations corporelles	896	944	2 115	1 948
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 491	3 316	6 514	6 600
Charges financières	2 146	2 266	4 469	4 416
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	13	(30)	26	7
	<u>9 741</u>	<u>10 621</u>	<u>11 816</u>	<u>16 114</u>
Recouvrement (retenues) d'impôts	10	(1 678)	(164)	(2 010)
Variation nette du fonds de roulement	<u>12 109</u>	<u>(427)</u>	<u>(15 581)</u>	<u>(6 850)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	<u>21 860</u>	<u>8 516</u>	<u>(3 929)</u>	<u>7 254</u>
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise		1 371	(10 000)	(6 069)
Dividendes reçus d'Investissements Colabor Inc.			2 342	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 436)	(901)	(4 068)	(1 127)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(137)	(47)	(137)	(47)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	<u>(3 573)</u>	<u>423</u>	<u>(11 863)</u>	<u>(7 243)</u>
Activités de financement				
Emprunt bancaire	(14 632)	(11 779)	(2 685)	12 630
Émissions d'actions ordinaires	(11)		28 627	
Dividendes payés	(4 876)	(4 161)	(9 037)	(10 381)
Remboursement de l'avance reçue sur dividendes à être déclarés d'Investissements Colabor Inc.			(1 722)	
Paiement de soldes de prix d'achat			(404)	(87)
Charges financières payées	(1 990)	(2 234)	(4 097)	(4 192)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>(21 509)</u>	<u>(18 174)</u>	<u>10 682</u>	<u>(2 030)</u>
Variation nette du découvert bancaire	<u>(3 222)</u>	<u>(9 235)</u>	<u>(5 110)</u>	<u>(2 019)</u>
Découvert bancaire au début de la période	<u>(7 882)</u>	<u>(2 935)</u>	<u>(5 994)</u>	<u>(10 151)</u>
Découvert bancaire à la fin de la période	<u>(11 104)</u>	<u>(12 170)</u>	<u>(11 104)</u>	<u>(12 170)</u>

Facilités de crédit

Le 15 juillet 2013, la Société a convenu avec ses institutions prêteuses de modifier certaines des modalités de ses facilités de crédit en date effective du 15 juin 2013. L'entente a pour effet d'éliminer la nécessité de rencontrer certains ratios financiers, d'autoriser des crédits de 135,0 M\$ et de ramener la date d'échéance des facilités de crédit au 28 avril 2015.

Concurremment, la Société examine présentement, des opportunités d'améliorer la flexibilité et les coûts de son financement actuel afin de mieux répondre à ses besoins à cet égard. La Société fera une mise à jour de cet examen au cours du 3e trimestre.

Dividendes

Des dividendes de 4 161 K\$ et de 4 876 K\$ ont été versés le 15 janvier 2013 et 15 avril 2013 sur la base d'un dividende trimestriel de 0.18\$ par action.

La Société a annoncé, le 17 juin dernier, sa décision de modifier sa politique de dividendes afin de déclarer, à l'avenir, les dividendes parallèlement à la publication de ses résultats financiers trimestriels ou annuels.

Conformément à cette politique, le conseil d'administration de la Société a déclaré le 17 juillet 2013, un dividende trimestriel de 0,06 \$ par action ordinaire payable le 15 août aux actionnaires inscrits aux registres de la société au 2 août 2013. Sur une base annualisée, ce dividende représente environ 28 % du flux de trésorerie après impôt par action des 12 derniers mois.

7. Résumé des derniers trimestres

('000)	2013-06-15 (84 jours)	2013-03-23 (82 jours)	2012-12-31 (114 jours)	2012-08-09 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2012-03-24 (84 jours)	2011-12-31 (112 jours)	2011-09-10 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	345 817	293 580	464 280	350 341	354 294	297 933	431 664	324 760
BAIIA	9 728	2 309	11 977	11 022	10 651	5 456	12 513	10 554
Résultat	2 390	(3 358)	(2 005)	3 047	2 903	(736)	2 002	3 099
Bénéfice net de base par action	0,09 \$	(0,14) \$	(0,09) \$	0,13 \$	0,13 \$	(0,03) \$	0,09 \$	0,14 \$

8. Opérations entre apparentés

Lors du premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, le Fonds avait acquis indirectement une participation de 53,2% dans Colabor SC, la participation restante de 46,8% dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. (« Investissements ») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à la conversion en société, à la conversion de débentures et d'émissions d'actions subséquentes, Investissements détient maintenant 18,8% dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée.

Par contre Groupe Colabor Inc., suite aux acquisitions de Bertrand, RTD et Edfrefx, détient maintenant 18,12% d'Investissements Colabor Inc. qui, elle, détient un placement de 5 087 349 actions dans Groupe Colabor Inc.

Les opérations entre apparentés sont constituées des éléments suivants :

- Remises aux distributeurs affiliés et privilégiés de Investissements au taux de 3% des ventes à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'en 2015;
- La Société louait de Investissements l'immeuble dans lequel est situé son siège social et le centre de distribution de Boucherville. Le 17 octobre 2012, Investissements s'est départie de l'immeuble;

Toutes ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

Opérations entre apparentés

(non audités, en milliers de dollars)

	2013-06-15 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2013-06-15 (166 jours)	2012-06-16 (168 jours)
	\$	\$	\$	\$
Remises	3 921	3 999	5 905	6 002
Loyer		468		936

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 539 000 \$, dont la principale d'un montant de 1 014 000 \$ supporte une année de location de son centre de distribution de Boucherville.

10. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor œuvre dans l'est du Canada, principalement au Québec et en Ontario. La situation économique de ces régions demeure difficile. Ceci découle principalement d'une consommation plus faible freinée par des augmentations des taxes et tarifs et par l'endettement des ménages. Tous ces éléments limitent les dépenses de consommation des ménages.

Le ralentissement du crédit aux ménages implique cependant que les Canadiens participeront moins activement à la croissance économique dans les trimestres à venir. D'une part, l'investissement résidentiel perdra vraisemblablement du terrain. D'autre part, les dépenses de consommation de biens durables seront ralenties par un désir des ménages de réduire leur endettement. La variation annuelle des ventes au détail vient d'ailleurs de retomber en territoire négatif. (Desjardins-Études économiques, 3 avril 2013)

De plus, la situation économique difficile qui continue à être vécue présentement aux États-Unis et dans certains pays de la communauté européenne pourrait aussi contribuer à perturber l'environnement économique canadien.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître, lorsque les circonstances le permettront, sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Consolidation dans la distribution des services alimentaires

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'Est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques, où elle est déjà présente, par des acquisitions hautement synergétiques.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Ceci lui permettrait de densifier son réseau de distribution dans l'est du Canada, ce qui augmenterait la profitabilité de ses opérations.

Réseau des distributeurs affiliés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique

Malgré le ralentissement de l'économie, les distributeurs affiliés indépendants, fidèles, à l'esprit d'entrepreneur et axés sur le service à la clientèle, continuent à bien performer dans leurs territoires respectifs.

Secteurs connexes

La Société s'est donnée comme mission de pouvoir donner à sa clientèle un guichet unique dans le domaine des services alimentaires.

Ainsi, la Société pourrait s'adjoindre un réseau de distribution dans le domaine des fruits et légumes, des produits d'emballage, des produits naturels et organiques ainsi que des produits ethniques, tel fut le cas en 2011 par l'acquisition de Pêcheries Norref et plus récemment par l'acquisition des actifs de Viandes Décarie et de T. Lauzon Ltée.

Expansion géographique

La Société n'est pas actuellement présente dans l'Ouest canadien. Étant donné que la plus importante croissance de l'économie au Canada au cours des dernières années se passait dans cette région, il est certain que la Société aurait avantage à s'y implanter

Perspectives d'avenir

Ainsi, malgré le ralentissement économique, étant donné la faible part de marché que Colabor a dans certaines régions importantes du Canada telles Toronto et Montréal, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

11. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle. En sus des risques qui y sont décrits, la Société désire

souligner les risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et sur le rendement de l'investissement qui ne sont pas sous le contrôle de la direction.

Risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la direction :

- *Dépendance vis-à-vis les distributeurs affiliés*

Les ventes générées par les distributeurs affiliés représentent une fraction importante (environ 25%) des ventes de la Société. La perte d'un nombre significatif de ces distributeurs pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de Colabor.

Cependant, ce risque a été atténué par la conclusion d'ententes visant à modifier les ententes d'affiliation pour prévoir une durée initiale de dix ans, des dispositions de renouvellement pour deux durées supplémentaires de cinq ans et également l'octroi d'un droit de premier refus par les distributeurs affiliés à Colabor SC sur leurs commerces. Par ailleurs, rien ne garantit que Colabor soit en mesure de financer l'exercice d'un tel droit de premier refus. En outre, des incitatifs sont intégrés dans la relation contractuelle existant entre les distributeurs affiliés, Colabor SC et Investissements Colabor Inc. afin d'encourager les distributeurs affiliés à accroître leurs achats auprès de Colabor.

- *Absence d'ententes à long terme entre les distributeurs affiliés et leurs clients*

Conformément à la pratique générale de l'industrie, les distributeurs affiliés ne concluent pas habituellement des ententes à long terme avec leurs clients. Ainsi, les clients peuvent, sans préavis, ni pénalité, mettre un terme à leur relation avec les distributeurs affiliés. En outre, même si les clients décidaient de poursuivre leur relation avec les distributeurs affiliés, rien ne garantit qu'ils achèteront le même volume de produits que par le passé, ni qu'ils paieront le même prix pour ces produits que par le passé. Toute perte de clients par les distributeurs affiliés, ou diminution du chiffre d'affaires ou du prix payé par eux pour les produits, pourrait toucher les ventes de la Société et avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation. Par le passé, les distributeurs affiliés, s'appuyant sur leurs connaissances des marchés respectifs dans lesquels ils évoluent, ont pu se démarquer de leurs concurrents en offrant des services personnalisés à leurs clients, notamment des calendriers de livraisons souples et une gamme de produits adaptés aux besoins de leurs clients; la direction est d'avis que cette ligne de conduite se poursuivra à l'avenir.

- *Choix des clients*

Le succès de Colabor dépend aussi de l'intérêt continu des clients vis-à-vis les produits qu'elle distribue. Un changement dans les choix des clients pourrait affecter la demande des produits distribués par Colabor.

- *Endettement des clients*

Une situation économique difficile pourrait restreindre le crédit des clients pour des achats de produits dits discrétionnaires, ceci pouvant entraîner une baisse des ventes dans le secteur de la distribution des services alimentaires.

- *Dépendance à l'égard de Cara et d'autres chaînes*

Suite à l'acquisition de Summit, les ventes à Cara (y compris ses franchisés) représentent

une portion importante des ventes de la Société. La perte de Cara en tant que client, une diminution des achats par Cara, ou une diminution de la part de marché de Cara dans l'industrie des services alimentaires pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société. Ce risque a par contre été atténué par la signature d'une convention de distribution d'une durée de dix ans et une option de renouvellement de cinq ans avec Cara.

- *Intégration des sociétés acquises*

Bien que certaines acquisitions soient gérées de façon autonome, certaines feront l'objet d'importantes rationalisations. Des difficultés rencontrées dans ces intégrations pourraient avoir un effet sur les résultats de la Société.

- *Rappel de produits*

Colabor peut faire face à des retours de produits faisant suite à des problèmes sanitaires rencontrés par certains de ses manufacturiers. Ces retours peuvent créer un ralentissement des ventes d'une catégorie de produits pendant une certaine période et peuvent causer une certaine détérioration du chiffre d'affaires. Cependant, Colabor a actuellement tous les mécanismes nécessaires d'identification qui lui permettent de récupérer rapidement les produits contaminés pour les retourner aux manufacturiers responsables et recouvrer les sommes payées à ces manufacturiers pour les produits contaminés.

- *Intensification de la compétition dans une situation économique difficile*

Afin de garder leurs parts de marché, les compétiteurs ont tendance à réduire leur marge bénéficiaire.

Rendement de l'investissement

Le rendement d'un investissement dans Groupe Colabor Inc. n'est pas comparable à celui d'un investissement dans des titres à revenu fixe. Le rendement est fondé sur de nombreuses hypothèses. Bien que la Société ait l'intention de verser des dividendes trimestriels, ceux-ci peuvent être réduits ou suspendus. Les dividendes versés dépendront de nombreux facteurs, notamment les risques inhérents à l'industrie décrits ci-haut et les autres risques décrits dans sa notice annuelle. En outre, la valeur marchande des actions peut baisser considérablement si la Société se trouve dans l'impossibilité de respecter ses objectifs en matière de versement de dividendes, notamment au non-respect du maintien des ratios financiers négociés à la convention de crédit décrits à la section *Flux de Trésorerie*.

Changements climatiques

Colabor a des risques très minimes reliés aux changements climatiques mondiaux. Cependant, la température au quotidien affecte périodiquement la performance économique de la Société.

12. Estimation comptables significatives

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles. Les seules estimations significatives concernent la provision pour stocks excédentaires ou désuets, la comptabilisation des remises des fournisseurs, le goodwill et les immobilisations incorporelles.

- *Provision pour stocks excédentaires ou désuets*

Les stocks sont évalués au moindre des éléments suivants : la valeur de réalisation nette ou le coût calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La Société évalue une provision pour la désuétude calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions du marché sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks au bilan. La direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la direction, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

- *Comptabilisation des remises des fournisseurs*

Colabor négocie des ententes d'approvisionnement avec ses fournisseurs qui prévoient le paiement de remises au volume d'achats effectués. Les ententes d'approvisionnement avec les fournisseurs sont revues périodiquement et les niveaux de remises sont ajustés selon les conditions du marché qui prévalent.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles*

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur les montants nets des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test annuel de dépréciation, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient une baisse de la juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur de l'entreprise de la Société avec sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'entreprise excède sa juste valeur, la Société compare la juste valeur de tout goodwill rattaché à l'entreprise à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur de l'entreprise est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Les immobilisations incorporelles comprennent entre autre les relations clients et les marques de commerce. Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie prévue de 20 ans, en ce qui concerne les relations avec les distributeurs affiliés, de 15 ans en ce qui concerne les relations clients avec Cara et de 2 à 10 ans pour les autres clients, tandis que les marques de commerce ne sont pas amorties.

13. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

Tel qu'indiqué dans le rapport de gestion du 31 décembre 2012, disponible sur SEDAR à www.sedar.com, la direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2012. À la

lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces.

En ce qui concerne l'acquisition de Lauzon (4 mars 2013), la Société s'est prévaluée de la disposition NI 52-109 3.3(1) (b) permettant d'exclure l'évaluation de la conception des CPCI pour une durée maximale de 365 jours.

Sauf en ce qui a trait à cette acquisition, le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu qu'aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu une incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière du trimestre terminé le 15 juin 2013.

Voici l'information financière reliée à cette acquisition pour le trimestre terminé le 15 juin 2013.

Ventes :	10,4 M\$
Résultat opérationnel avant les amortissements :	0,1 M\$
Actif courant :	9,7 M\$
Actif non courant :	1,0 M\$
Passif courant :	10,0 M\$
Passif non courant :	0,6 M\$